

Si la Commission Barber recommande des mesures en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, nous espérons que le gouvernement agira sans délai. Par suite de le gêne financière des agriculteurs de l'Ouest, nous craignons qu'il ne reste plus beaucoup de cultivateurs à servir ou d'agents qui offrent leurs services, les sociétés ayant fermé leurs succursales dans bien des localités ou étant en voie de le faire.

Le ministre a mentionné la formation d'un comité interministériel dont le rôle sera d'étudier le rapport et de faire des propositions au gouvernement. J'espère qu'on offrira aux agriculteurs et aux autres groupes intéressés le loisir de présenter leurs suggestions au gouvernement, car les cultivateurs réclament des mesures qui s'imposent dès maintenant et non dans dix ans.

[Français]

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, ce matin, le ministre de l'Agriculture nous avise que des intentions pieuses seront exprimées, encore une fois, par une commission d'enquête sur les prix des tracteurs et des moissonneuses-batteuses.

Monsieur l'Orateur, je rappellerai que l'enfer est pavé de bonnes intentions. Étant donné que le rapport final ne doit être présenté qu'à la fin de l'été, les sociétés qui vendent leurs produits à des prix exorbitants continueront d'exploiter la population agricole. Il va sans dire que ces fabricants d'instruments aratoires—qui contribuent à la caisse électorale—se réjouiront du délai de deux ans et demi que leur a accordé le gouvernement actuel—qui devait établir une société juste—car cela leur permettra de continuer leur exploitation du peuple canadien.

Monsieur l'Orateur, les Canadiens désirent que des mesures soient prises. Ils en ont assez des commissions d'enquête. Les rapports dorment dans les tiroirs de bureaux sous deux pouces de poussière. Par exemple, nous avons rencontré, le printemps dernier, les représentants de toutes les associations agricoles de l'Ouest et de l'Est du pays, et nous n'avons pas encore reçu de rapport, parce que les mémoires présentés lors de ces rencontres nuisaient à la réputation du gouvernement.

Enfin, monsieur l'Orateur, nous espérons que les enquêtes ne se termineront pas seulement pas un amoncellement de rapports, mais plutôt par l'adoption de mesures énergiques visant à empêcher l'exploitation de l'homme par l'homme.

[M. Thomson.]

LOI SUR LA RÉVISION DES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

MESURE VISANT À CHANGER LE NOM D'UNE CIRCONSCRIPTION

M. Robert-B. Major (Argenteuil) demande à présenter le bill C-178 intitulé «Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales».

Des voix: Expliquez-vous.

M. Major: Monsieur l'Orateur, ce bill a pour objet de changer le nom de la circonscription d'Argenteuil en celui d'«Argenteuil-Deux-Montagnes», afin d'éviter la confusion entre le comté provincial d'Argenteuil et la circonscription électorale fédérale du même nom et aussi de rendre hommage aux Iroquois qui ont donné ce nom à la région, il y a des centaines d'années.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^o fois et l'impression en est ordonnée.)

QUESTIONS ORALES

LES CÉRÉALES

LES DERNIERS PAIEMENTS DE LA CAMPAGNE 1968-1969

[Traduction]

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé. Quand le ministre sera-t-il en mesure d'annoncer la remise du dernier paiement de la campagne de 1968-1969 pour le blé, l'avoine et l'orge?

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, je n'ai actuellement aucune date précise à annoncer. Le député sait quelle était la marche suivie dans le passé et il se pourrait que l'on procède de la même façon.

M. Ritchie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a-t-il d'autres projets pour aider les agriculteurs à court d'argent au cas où il n'y aurait pas de dernier paiement pour la campagne agricole actuelle?

L'hon. M. Lang: Monsieur l'Orateur, c'est une question de politique que le gouvernement devra étudier et toute décision sera annoncée en temps opportun.

M. Baldwin: Ne retenez pas votre souffle.

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Une autre question supplémentaire, monsieur